

Métropole : Les chefs d'entreprise sont partagés



Jusqu'à présent, sur la métropole controversée Aix-Marseille-Provence, on entendait surtout les voix de la CCIMP, de l'UPE13 et de la CGPME13, farouches partisans de ce nouvel outil inscrit dans le projet de loi sur la décentralisation, actuellement en examen au Parlement. Hier, au Pavillon M de Marseille, le club d'entreprises Marseille La Découverte, présidé par Pierre-Édouard Berger, directeur Méditerranée du groupe de promotion immobilière Bouwfonds, a réuni sur un seul et même plateau les représentants des entreprises concernées par l'ensemble du périmètre de la future métropole Aix-Marseille : de Salon à Aubagne, en passant par Martigues. À cette occasion, le *think tank*, qui dispose d'une commission au titre qui ne trompe pas "Prospective Métropole", a ouvert (un peu) ses portes (d'ordinaire très hermétiques) à d'autres réseaux mais sans inviter les politiques dont la position est jugée trop clivante sur le sujet. Au menu : "La métropole est-elle un atout pour le développement économique ?". Avec comme débatteurs, Gilles Brunschwig, président de la Cité des Entrepreneurs d'EuroMéditerranée (Marseille), Thierry Chaumont, président d'Athélia Entreprendre (Aubagne), Philippe de Saint Do, président du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, Maurice Farine, président de Pays d'Aix Développement, Romain Gille, président du Club des Entreprises Ouest Provence, Michel Souchon, président de la SLP Les Paluds (Aubagne), Jean-Luc Chauvin, président de l'UPE 13 et Alain Gargani, président de la CGPME13. Apaisé et policé, le débat n'en est pas moins révélé des positions contrastées. Si les chefs d'entreprise s'accordent sur le diagnostic (les carences du territoire) et portent les mêmes ambitions, ils sont bien moins d'accord sur les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. Et ne perçoivent pas tous la pertinence de rajouter une strate supplémentaire. Il est emblématique de voir à quel point les transports en commun cristallisent tous les débats comme s'il s'agissait du seul argument. Les bénéfices en terme de dotations supplémentaires sont par ailleurs loin d'être acquis. Pragmatiques, les entreprises attendent surtout de l'efficacité et de la rapidité d'exécution en réponse à leurs besoins. Et accusent toujours la même défiance envers l'administration française. "On nous propose une méga organisation qui aura les mêmes problèmes que l'Europe des 27 alors qu'elle fonctionnait super bien à 12", provoque Maurice Farine, président de Pays d'Aix Développement. "L'outil tel qu'il est proposé n'est certes pas parfait mais ce qui est important, c'est ce que l'on y mettra. Il faut donc passer en mode projet et s'en servir comme un levier pour faire entendre notre voix auprès des politiques". Une chance : des échéances approchent. ■ A.D.

Retrouvez leurs échanges sur notre site Internet www.meridienmag.fr